



Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional
El Salvador, Centro America

Bulletin mensuel d'information de la Representation Officielle du FMLN
PARIS, France NOVEMBRE/DECEMBRE 1990 [n°6?]

Venceremos

SOMMAIRE

page

- | | |
|--|----|
| * COMMUNIQUE DU HAUT COMMANDEMENT DU FMLN | 2 |
| * DECLARATION DU FMLN AU SUJET DE LA TRANSFORMATION DE SES FORCES MILITAIRES EN ARMEE NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE | 3 |
| * ENTRETIEN AVEC LA COMMANDANTE ANA- GUADALUPE MARTINEZ | 5 |
| * COMMUNIQUE DU FMLN SUR LES HELICOPTERES ET AVIONS ABATTUS | 9 |
| * COMMUNIQUE DU FMLN CONCERNANT LA MILITARISATION DE VILLES | 11 |
| * BULLETIN DE L'ETAT-MAJOR DU FMLN | 13 |
| * RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES | 14 |



Pour tout renseignement aupres du FMLN, s'adresser a:

Esmeralda CARDENAS
FMLN
Boîte Postale 27301
75024 PARIS Cedex 01
France

Tel : (1) 46 71 12 90
Fax : (1) 46 71 12 90

Soutien a l'edition
du bulletin :
Paris CCP 1720992 Z

4°P. 13315

COMMUNIQUE DU HAUT COMMANDEMENT DU FMLN

En 1990, tous les secteurs sociaux ont intensifie leurs efforts dans le but de faire progresser les negociations, le respect des Droits de l'Homme ainsi que la demilitarisation et la democratisation du pays. En depit de tous ces efforts :

- a) Un an apres l'assassinat des peres jesuites, les responsables de ce crime beneficent toujours de l'impunite.
- b) Le gouvernement a continue la repression et son programme neoliberal a accru la pauvrete.
- c) Le gouvernement a fait obstacle aux negociations en declarant qu'elles ne devaient pas traiter des Forces Armees.
- d) L'armee conduit toujours des operations contre nos fronts.

C'est pourquoi le Haut Commandement du FMLN a decide, dans l'optique d'accelerer le processus des negociations, de repondre militairement a l'impunite des assassins, a la repression, - aux operations militaires de l'Armee et a l'intransigeance du gouvernement qui refuse la demilitarisation totale de la societe en s'entetant a defendre le maintien d'une armee criminelle.

Aussi, il communique a la nation salvadorienne et a la communaute internationale que:

1. Aujourd'hui (20 novembre 1990), les forces du FMLN ont engage la campagne militaire dite "Chatiment de l'armee antidemocratique" qui comprend diverses operations nationales dont l'objectif est limite. Au cas ou le gouvernement et les militaires continueraient a resister a la pression internationale, a la volonte de la nation tout entiere, a notre pression militaire et s'opposeraient a la solution politique, nous nous reservons le droit de lancer a court ou moyen terme une offensive militaire de grande ampleur. Le cessez-le-feu n'aura lieu que si l'impunite cesse. La guerre ne prendra fin qu'avec l'entiere disparition de l'armee antidemocratique.

2. Le processus de transformation des forces militaires du FMLN en une Armee Nationale pour la Democratie commence egalement avec cette

campagne. Cette armee a un caractere professionnel et elle existera tant qu'il y aura une armee antidemocratique. L'organisation hierarchique comprend plusieurs niveaux: soldat, classe, officier, chef jusqu'au grade de colonel. L'Armee Nationale pour la Democratie dispose d'un Etat-Major General unique.

3. Le Haut-Commandement du FMLN appelle la population toute entiere a prendre les dispositions necessaires et a appliquer les orientations que l'Etat-Major de l'Armee Nationale pour la Democratie rendra publiques au cours de la campagne militaire en cours.

El Salvador, le 20 novembre 1990
Le Haut-Commandement General du FMLN

DECLARATION DU FMLN AU SUJET DE LA TRANSFORMATION DE SES FORCES MILITAIRES EN ARMEE NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE

1. L'Armee Nationale pour la Democratie est une armee professionnelle transitaire qui releve de la direction du front politique du FMLN.

Nous avons transforme la structure militaire du FMLN en armee nationale afin d'assurer pleinement l'objectif de demilitarisation totale du pays durant la guerre et durant les negociations.

2. La transformation des forces militaires du FMLN en armee, apres dix ans de guerre, est un acte legitime.

Elle prend sa source dans la realite politique qui est au-dessus de l'ordre juridique actuel du pays, et est confirme par la dualite des pouvoirs territoriaux, militaires, sociaux et politiques reconnue au niveau national et international.

3. Les forces armees qui violent systematiquement les Droits de l'Homme et tout principe democratique et juridique, sont, par consequent, illegales et illegitimes.

Son existence depend totalement de la repression et de la terreur qu'elles font subir au peuple et a la societe civile, ainsi que de l'appuie morale et materielle d'une puissance etrangere. Toutes les constitutions politiques de l'histoire du pays ont ete violees par les forces armees. La constitution n'est

donc pas un prétexte pour prétendre à une institutionnalisation que se déciment les militaires avec impunité et terreur. Les forces armées sont illégitimes parce qu'elles sont issues d'un militarisme historique qui a engendré une dictature militaire prolongée au Salvador. Personne n'a voté pour elles. Cependant, ce sont elles qui gouvernent véritablement le pays. Nous vivons dans une société militarisée par l'armée la plus meurtrière, la plus anti-démocratique, la plus corrompue et la plus inepte du continent.

4. Les forces armées doivent être abolies.

Les militaires veulent que les forces militaires du FMLN disparaissent en échange d'une simple promesse qu'ils vont réduire les forces armées et qu'ils vont bien se porter. Les racines du militarisme sont profondes au Salvador. Une armée aussi petite soit-elle ou une police dirigée par ces mêmes militaires s'imposerait inévitablement à la société civile. Dans le but d'assurer la démocratie et de contribuer au développement du pays en supprimant les dépenses improductives, les forces armées actuelles doivent être abolies. À la place, une nouvelle force policière dirigée par des civils doit être instituée. La souveraineté nationale n'est pas menacée, et dans le cas contraire, une doctrine militaire basée sur le peuple et la société civile pour la défense du territoire doit être mise en chantier.

5. L'Armée Nationale pour la Démocratie existera tant qu'existera les forces armées anti-démocratiques.

Nous luttons pour conquérir la paix et la démilitarisation totale de la société. À l'instauration du pouvoir civil et de la démocratie, la raison d'être de notre armée cessera.

*El Salvador, le 23 novembre 1990
Commandement Général du FMLN*

ENTRETIEN AVEC LA COMMANDANTE ANA GUADALUPE MARTINEZ

Ana Guadalupe Martínez est membre de la Commission politique-diplomatique du FMLN et de la Commission des négociations avec le gouvernement salvadorien.

AGM:

La dynamique du processus salvadorien résulte de quatre facteurs: la négociation entre le gouvernement et le FMLN avec la médiation de l'ONU, l'action de ce que l'on nomme communément l'"interpartidaria", cadre dans lequel les partis légaux discutent eux aussi l'ordre du jour des négociations entre le gouvernement et le FMLN, le facteur militaire, c'est-à-dire la guerre: trois facteurs politiques et un facteur militaire.

Les facteurs politiques ont acquis une dynamique depuis l'année dernière, essentiellement depuis l'ouverture des négociations entre le gouvernement et le FMLN. C'est alors qu'il fut décidé que les forces politiques y participeraient elles aussi, ce qui conduisit à la création d'une table ronde des forces sociales dont syndicats, églises, organisations communautaires et universités sont membres.

Est-ce une négociation parallèle?

AGM:

Elle n'a pas la même ampleur que les négociations officielles. Cependant, elle est bien un processus de concertation entre les différentes forces qui souhaitent adopter une position sur l'ordre du jour dont le gouvernement et le FMLN discutent. Le débat porte sur cinq grands thèmes: les forces armées, le pacte économique et social, le système judiciaire, le système électoral et la réforme de la constitution salvadorienne.

Les partis politiques ont surtout discuté de la transformation du système électoral. Les forces sociales s'intéressent à la concertation économique alors que le gouvernement et le FMLN ont commencé la discussion par la question des forces armées. Les cinq dernières réunions n'ont porté que sur ce thème. C'est le thème fondamental; c'est le thème qui permet la solution des autres thèmes. La position du FMLN sur cette question est la suivante: après dix années de conflit, l'armée qui a reçu plus de 4 millions de dollars, qui a causé la mort de 75000 personnes, qui a utilisé quasiment toutes les tactiques possibles, violant les Droits de l'Homme, n'a pu ni écraser ni stopper la lutte menée par le FMLN. Nous pensons qu'une manière de consolider la démocratie au Salvador, est de faire disparaître les deux armées en présence. Nous avons résumé la position du FMLN dans la négociation par ces mots: DEMILITARISER LA SOCIÉTÉ. C'est cela qui fera naître la possibilité d'adopter les réformes portant sur les autres questions

et de leur donner un caractere definitif pour que la democratie s'implante au Salvador.

Plus d'armee au Salvador?

AGM:

. Nous pensons que si l'une des deux armees conservait ses armes, ce serait la reversion immediate du processus de transformation implique par la modernisation du modele politique. Nous disons que la disparition des deux armees serait la paix definitive et durable.

C'est non seulement la cle de voute de la solution pacifique au Salvador mais aussi un apport a la stabilite de l'Amerique centrale.

Au Salvador, les conditions qui permettent la conclusion d'un tel accord sont reunies. Ceci arrive parce que les Etats-Unis prennent conscience de l'existence de nouvelles formes de relations en Amerique centrale et du fait que leur securite ne depend pas uniquement d'une armee, surtout d'une armee mise en cause aux Etats-Unis memes.

Est-ce que le FMLN accepterait une armee à la capacite reduite? Opterait-il au contraire pour le modele costaricain?

AGM:

. Notre decision et notre proposition porte sur l'inexistence de l'armee.

Lorsqu'une armee reduite, integree existe, cela signifie toujours qu'il existe une institution improductive.

Par contre une societe consolide le consensus pour un nouveau modele politique et permet la construction d'une democratie solide quand elle dispose d'une police civile professionnelle. Le modele costaricain est acceptable. Nous n'inventons rien a ce propos puisqu'il a deja fait ses preuves.

Le cas costaricain n'est pas unique. Au Panama, aujourd'hui, c'est une police civile que l'on est en train d'organiser, suite a la quasi destruction de l'armee panameenne commandee par le General Noriega, au cours de l'invasion nord-americaine.

La position qui semble illusoire resulte de ce que chaque pays d'Amerique centrale a ses propres particularites. Dans le cas du Salvador, et dans la

conjoncture internationale actuelle, nous prenons a notre compte, nous qui vivons dans un petit pays du Tiers-Monde, la these selon laquelle la demilitarisation est l'avenir et la solution a la question de la survie de la planete. C'est une option rationnelle que de priver d'armee une societe qui sort d'une guerre civile extremement sanglante. Cela lui permet de se developper. Les ressources qui auraient ete depensees pour entretenir l'armee, pourront etre investies tout d'abord pour sortir de la crise economique actuelle.

Quels sont les interets des Etats-Unis et de l'oligarchie?

AGM:

. Ceux qui se soucient de l'interet national savent que le pays a besoin de changements, d'une modernisation de son systeme politique, d'une insertion economique regionale et que cela sera impossible si la guerre continue. C'est un puissant facteur.

Dans une societe moderne, ni l'armee, ni l'oligarchie ne peuvent survivre. Nous insistons aupres de certains secteurs sur le fait que divers facteurs politiques et ideologiques peuvent les assurer qu'il vaut mieux ne pas avoir d'armee que d'en avoir une qui n'offre aucune solution au pays. Une telle proposition aurait ete inacceptable aux Etats-Unis l'annee derniere. Les evenements en Europe de l'Est ont prive pratiquement de tout fondement la these d'un danger communiste en Amerique centrale. Les relations avec les Etats-Unis doivent aussi murir aux Etats-Unis memes.

Il y a un phenomene FMLN au Salvador. Qu'en est-il au juste?

AGM:

. La lutte continue au Salvador car elle a des origines interieures. Elle a apporte un total dementi a la these qui attribuait le conflit au soutien nicaraguayen et cubain. Aujourd'hui, l'on parle d'une nouvelle offensive du FMLN. Ceci prouve que l'on reconnait sa force puisqu'il peut poursuivre ce type d'action. Notre demande de suppression des armees s'appuie sur le fait qu'il existe deux armees ayant la capacite de s'affronter encore pendant longtemps. Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. La meilleure solution, a moyen terme, est une desactivation des deux armees.

Un desarmement semblable a celui du M19 en Colombie est-il possible?

AGM:

. Tout d'abord, c'est la voie de la negociation qui est la solution du conflit. Il faut progresser encore plus sur les differents terrains de la lutte.

Le FMLN a l'obligation de continuer la guerre jusqu'a l'obtention d'accords politiques modifiant le systeme politique actuel et permettant au projet de la gauche de participer a la competition electorale a egalite avec le projet adverse. Nous envisageons une solution a moyen terme. Tout cela sera finalement approuve a la table des negociations mais il faut continuer l'action sur tous les terrains de la lutte, sinon il n'y aura pas de paix.

Une solution type M19 est totalement inacceptable. Le M19 a choisi de rendre les armes parce qu'il ne pouvait influencer de maniere determinante sur la societe colombienne au moyen de la lutte armee. Le processus salvadorien a encore besoin d'un FMLN en armes pour consolider et garantir la modification du systeme politique. Le FMLN gardera les armes pendant un temps encore.

Pourquoi le systeme electoral doit-il etre reforme?

AGM:

. Tout d'abord parce qu'il a ete concu par les Nord-americains dans le but de permettre a la democratie-chretienne de detruire politiquement le FMLN. Les memes Nord-americains le critiquent car il ne permet pas d'incorporer le FMLN en tant que reelle option electorale. Ils disent eux-memes qu'il permet seulement l'alternance entre la droite et la democratie-chretienne. Nous savons que ce systeme ne donne aucune chance a la gauche ni a l'armee. C'est pour ces deux raisons qu'il faut une reforme de fond qui donne a la gauche un espace lui permettant de participer en toute egalite a la competition electorale.

Sans une demilitarisation de la societe au Salvador, la gauche ne peut esperer un tel systeme electoral. Des reformes de fond sont necessaires pour creer un systeme plus pluraliste et plus parlementaire que le systeme bipartiste et presidentiel actuel.

L'ideologie de la revolution anti-imperialiste a-t-elle evolue?

AGM:

. Le FMLN fait preuve de plus de realisme politique sans renoncer pour autant aux changements politiques dont le pays a besoin. Il serait absurde de dire que les Etats-Unis n'ont pas d'influence dans la region puisqu'ils en

ont une. A partir de ce constat, nous devons definir notre propre perspective et notre politique pour avoir des relations avec cette puissance. Nous avons des principes. Nous avons dit que nos relations seront marquées par la dignite, le respect, l'indépendance en tous les domaines. Nous considerons toujours que l'influence des Etats-Unis dans la region est negative.

Nous croyons qu'il pourrait y avoir aux Etats-Unis des positions plus pratiques concernant l'Amerique centrale.

Une revolution democratique au Salvador?

AGM:

. Les faits ont montre qu'il y avait des revolutions fermees, que le Salvador ne pouvait reproduire des modeles qui ont connu une crise et qui se sont pratiquement detruits. Comme nous n'avons jamais fait nos ces modeles- nous avons toujours parle de pluralisme, de societe democratique- le changement est entendu aujourd'hui parce qu'auparavant personne ne pretait une grande attention a ce que disait le FMLN.

Nous avons toujours affirme que le Salvador etait une dictature et qu'il fallait la democratie. Nous appelons revolution les transformations qu'elle realisera. Nous disons toujours la meme chose, aujourd'hui.

COMMUNIQUE DU FMLN

1. Le jeudi 22 novembre, des unites appartenant au groupe d'artillerie anti-aerienne Zacamil, de la 3e Region Militaire de l'Armee Nationale pour la Democratie, ont abattu un avion d'observation, arme, de type Cessna 0-2. Le vendredi 26, elles ont abattu un chasseur bombardier A-37. Le lundi 26, elles ont abattu un helicoptere arme du type UH-1M, lanceur de missiles.

Nos troupes ont failli faire prisonniers les deux pilotes de cet helicoptere qui, sortis indemnes de la chute de l'appareil, ont reussi a s'enfuir, echappant a ceux qui les poursuivaient. Nos forces ont acheve de detruire l'appareil tombe au sol.

2. Le gouvernement et le Etat-Major des forces armees ont reagi a ces faits d'armes de maniere lâche en accusant leurs auteurs de fomenter une escalade militaire, de manquer de volonte de paix, de mettre en danger la stabilite politique du pays menacant ainsi clairement de reprimer et d'assassiner si d'autres appareils etaient abattus. Comme si nous etions en train d'abattre des colombes de la paix au lieu d'avions militaires hais par toute la population!

3. Le gouvnrnement dit que la destruction en vol de ses appareils de mort prouve que nous utilisons tous les moyens pour prendre le pouvoir. Nous sommes en train d'utiliser notre capacite militaire contre des objectifs militaires legitimes afin d'accelerer les negociations alors que le gouvernement Cristiani cherche, par tous les moyens, a eviter une negociation serieuse et a repondre aux difficulte militaires par le terrorisme. Nous appelons M. Cristiani, Commandant en chef de la force armee anti-democratique, a traiter les difficultes militaires comme des difficultes militaires et a ne pas se risquer a repondre par le terrorisme, en assassinant des opposants, lorsque son aviation recoit des coups. L'affaire des Peres jesuites ne doit pas se reproduire!

Avant et pendant ces dix annees de guerre, les forces aeriennes ont ete un instrument terroriste de la force armee anti-democratique, des milliers d'innocents sont morts sous son feu, a la campagne et en ville: des dizaines de milliers de personnes ont perdu leurs maisons et leurs champs; elles ont fait la guerre avec un avantage sur le terrain. En dix annees de guerre, on a soigneusement pris soin d'elles sur le plan technique et a chaque tentative que nous avons fait pour les neutraliser, la fourniture de nouveaux appareils les ont renforcees.

Il y a cinq ans, nos forces ont engage un patient travail de preparation au combat, avec des armes de tous les types depuis les armements populaires jusqu'aux armements conventionnels, afin de vaincre la guerre aeriene. Desormais, nous avons commence a neutraliser les forces aeriennes. Ses appareils et ses pilotes commencent a tomber au combat de maniere routiniere. Maintenant, quelle que soit la technique ou la modalite qu'elles utilisent, nous sommes prêts a les combattre a l'interieur de leurs bases terrestres comme dans les airs, dans le cadre d'un appui aux combats ou d'attaques surprises contre leurs voies de transit a basse ou haute altitude. Nous n'accorderons aucune treve a cette arme terroriste de la force armee anti-democratique qui etait restee impunie.

S'ils veulent empecher la chute de leurs avions militaires et la mort de leurs pilotes, qu'ils arretent de voler, de bombarder, de tuer et de detruire! Notre armee combat depuis dix annees en etat d'inferiorite numerique et technique, sans aviation. Elle n'a jamais eu peur. La force armee anti-democratique possede 50000 hommes, des tanks, une artillerie et une

logistique tres fournie. Aujourd'hui, comme elle commence a perdre son aviation, elle veut repondre par le terrorisme. Ce serait une attitude couarde et une provocation intolerable.

El Salvador, le 27 novembre 1990

Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale

COMMUNIQUE DU FMLN CONCERNANT LA MILITARISATION DES VILLES

Le Commandement Conjoint du front Central "Modesto Ramirez" communique a la population, a l'opinion publique nationale et internationale et a tous les peuples du monde que l'effort militaire qu'il developpe dans le cadre de la Campagne Nationale ordonnee par le Commandement General a pour objectif, entre autres, de denoncer et de combattre la repression et la militarisation, mises en place dans la capitale par le Haut Commandement des forces armees, la transformant en une immense caserne.

1. L'armee utilise comme tranches et comme postes de combat des endroits publics frequentes par la population pour ses recreations telle que la plus grande partie des parcs et des places, aussi bien a San Salvador qu'a Santa Tecla.
2. Les stades les plus importants et d'autres lieux sportifs sont aussi militarises.
3. Plusieurs ecoles et les environs de differents centres d'etude sont encerclés par des unites de l'infanterie et de blindes.
4. Il se passe la meme chose dans divers centres de production et de travail.
5. Il faut ajouter a ce qui precede que les principales casernes sont situees au coeur de la ville. De plus, les patrouilles et les renforts, motorises ou non, tissent une toile militaire dans les arrondissements, les quartiers et les rues de San Salvador.

Avec ce gigantesque degre de militarisation, l'armee et les corps de securite veulent engendrer une psychose de terreur au sein de la population civile dans le but d'eviter ou de neutraliser sa juste lutte revendicative et

d'empêcher qu'elle poursuive sa collaboration avec les unités et les militants du FMLN. En outre, ils veulent cacher leur incapacité militaire à affronter et à vaincre le FMLN et se retrancher ainsi derrière les civils afin de réduire par là les coups que le FMLN peut leur apporter.

C'est précisément cette conduite qui les oblige à développer la guerre parmi la population civile.

Le FMLN profite de cette occasion pour lancer un appel aux partis politiques, aux forces sociales et au peuple en général pour qu'ils exigent du Président Cristiani et du haut Commandement de l'armée anti-démocratique:

1. Que soit retiré le dispositif militaire répressif de tous les lieux éducatifs, récréatifs, centres d'étude et de travail, afin que les citoyens puissent exercer en paix leurs activités.
2. Que soient retirées des endroits peuplés des installations militaires et qu'elles soient transférées hors des villes, cessant ainsi d'utiliser comme bouclier les arrondissements, les quartiers et les logements concernés.
3. Que soient mis fin aux abus physiques, psychologiques et moraux que commettent quotidiennement les forces militaires envers la population civile, spécialement la partie la plus pauvre et marginale.

De notre côté, nous réaffirmons une fois de plus notre décision de combattre avec toutes nos forces contre tous les facteurs qui empêchent le pays de s'acheminer vers la démocratie et la justice. Nous n'aurons de repos tant que n'ait disparu de notre patrie la militarisation et l'impunité envers l'armée et l'appareil criminel de la dictature militaire.

***TOUS A COMBATTRE CONTRE ARENA ET CONTRE L'ARMEE ANTI-
DEMOCRATIE
POUR UNE SOCIETE DE JUSTICE ET SANS ARMEE
NOUS VAINCRONS***

*El Salvador, le 29 novembre 1990
Commandement Conjoint du FMLN
Front Central "Modesto Ramirez"*

BULLETIN No.7 DE L'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE

Nous communiquons a la nation et a la communauté internationale que lors de la campagne "Chatiment aux forces armees anti-democratiques", nos unites ont entrepris les operations suivantes:

1. Des unites d'artillerie anti-aerienne ont abattu dans le departement de Chalatenango un avion AC-47 dote de mitrailleurs electroniques.

2. Les operations realisees, ces derniers temps, sur differents points du territoire nationale, ont fait, jusqu'a present, plus de 70 pertes dans les files ennemies, dont un lieutenant-colonel blesse et plusieurs officiers et ont capture deux militaires et saisi des armes, des munitions et autres equipements.

3. Nos unites ont attaque a l'artillerie la caserne de la 6e Brigade et celle d'Atonal dans la ville d'Usulután ainsi que la base anti-guerilla "El Roblar" sur la sommet de Guazapa. D'autres unites de notre annee ont pris au meme moment la ville de Tonacatapaque a 15 kilometres au nord de la capitale. D'autres unites ont sabote la gare de San Martin dans la banlieu de San Salvador.

4. Aux alentours de Santa Elena, dans l'Usulután, nos forces ont execute un manoeuvre d'aneantissement des troupes du bataillon Atonal. Il a ete occasionne plusieurs pertes a l'ennemi et de l'armement a ete saisi. Dans le meme departement, d'autres unites de l'Armee Nationale pour la Democratie ont sabote l'entreprise d'huile "El Martillo". Au moment de rediger ce bulletin, les combats se poursuivant a Chalatenango, aux environs de Tonacatapaque, dans l'Usulután et dans d'autres points du pays. Nos unites continuent a entreprendre des sabotages dans tout le pays.

5. Depuis le debut de la campagne, nous avons cause plus de 700 pertes a l'ennemi, detruit et/ou endommage 12 transports aeriens, 10 chars, 7 casernes. Nous avons saisi des dizaines d'armes, des milliers de cartouches et de nombreuses munitions de guerre. Parmi les pertes se trouve une dizaine d'officiers, y compris un lieutenant-colonel, un capitaine, des pilotes ainsi que plusieurs lieutenants et sous-lieutenants.

6. Nous avertissons le Commandement ennemi que nous ne les laisserons pas de repos, ni a leurs troupes sur aucun point du territoire national tant que continuera les invasions de notre pays, la repression dans les villes et le mitraillage indiscrimine contre les civils.

L'Armée Nationale pour la Démocratie existera tant qu'existera les forces armées anti-démocratiques.

El Salvador, le 4 décembre 1990

L'Etat-Major de l'Armée Nationale pour la Démocratie

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

45e session, 3e Commission
Point 12 de l'ordre du jour

Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Espagne, France, Grecque, Mexique, Paraguay, Uruguay et Venezuela

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES AU SALVADOR

L'ASSEMBLEE GENERALE,

Guidée par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que par les normes humanitaires que consacrent les Conventions de Genève du 12 août 1949 et le Protocole additionnel II de 1977 s'y rapportant, instruments par lesquels les Etats se sont engagés à promouvoir et à protéger les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales et à s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu desdits instruments internationaux,

Ayant à l'esprit la résolution 1990/77, en date du 7 mars 1990, de la Commission des Droits de l'Homme dans laquelle la Commission a prorogé d'un an le mandat du Représentant spécial et a prié ce dernier de faire rapport à l'Assemblée à sa 45e session et à la Commission à sa 47e session,

Considérant les engagements pris dans diverses déclarations conjointes par les Présidents des pays d'Amérique centrale afin de promouvoir les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales et d'en assurer le respect et l'exercice,

Notant que, conformément à la résolution 637 (1989) du Conseil de sécurité en date du 27 juillet, 1989, le Secrétaire général a continué de

preter ses bons offices pour la tenue de pourparlers entre le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Martí pour la liberation Nationale.

Profondement proccupee par la poursuite du conflit arme au Salvador depuis le debut de l'annee 1990, ainsi que par la recente recrudescence de la violence, situation dont continue de souffrir la population civile, victime des bombardements aeriens, des attentats a l'explosif dans les zones urbaines et des atteintes portees a l'infrastructure economique,

Prenant acte des resultats des series de negociations tenues jusqu'a present, en particulier de l'Accord signe le 4 avril 1990 a Geneve par le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Marti pour la liberation Nationale, de meme que de l'Accord conclu le 21 mai 1990 a Caracas, qui definit un programme et un calendrier de negociation en vue de parvenir a l'objectif initial, a savoir des accords politiques qui permettent de convenir de la cessation des affrontements armes et de tous actes qui portent atteinte aux droits de la population civile,

Se felicitant de l'Accord sur les Droits de l'Homme signe le 26 juillet 1990 a San Jose par les deux parties, qui s'engagent a faire immediatement en sorte que les Droits de l'Homme soient garantis et respectes, ainsi que de ses dispositions definissant le mandat de la mission de verification des Nations Unies en matiere de Droits de l'Homme,

Preoccupee de constater que, bien que le nombre des violations des Droits de l'Homme ait diminue et que les deux parties s'efforcent d'ameliorer la situation a cet egard, de nombreuses et graves violations des Droits de l'Homme et des principes humanitaires a respecter en temps de guerre, ayant des mobiles politiques, sont encore commises au Salvador,

Preoccuppee egalement par les informations qui continuent d'etre recues de nombreuses sources, attribuant des executions sommaires et autres violations graves des Droits de l'Homme aux "escadrons de la mort",

1. **Felicite** le representant special de la Commission des Droits de l'Homme de son rapport sur la situation des Droits de l'Homme au Salvador et approuve les recommandations qu'il y a formulees, et le prie de mettre ce rapport a jour compte tenu de la situation dans ce pays;

2. **Exprime** sa satisfaction devant l'Accord conclu le 4 avril 1990 a Geneve entre le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale, qui instaure un processus de negociation sous les auspices du Secretaire General et avec la participation active de celui-ci, visant a mettre fin le plus rapidement possible au conflit arme par des voies politiques, a favoriser la democratisation du pays, a garantir le respect absolu des Droits de l'Homme et a reunifier la societe salvadorienne;

3. **Note** que les deux parties, lorsqu'elles ont decide, le 21 mai 1990 a Caracas, du programme general du processus de negociation, sont convenues que dans un premier temps, l'objectif serait en premier lieu de parvenir a des accords politiques en ce qui concerne les forces armees, les Droits de l'Homme, le systeme judiciaire, le systeme electoral, la reforme constitutionnelle, le probleme economique et social et la verification par les Nations Unies, et en second lieu de convenir de la cessation des affrontements armes et de tous actes portant atteinte aux droits de la population civile, tout cela sous le controle des Nations Unies, sous reserve de l'approbation du Conseil de securite;

4. **Se declare** vivement satisfaite de l'Accord sur les Droits de l'Homme conclu le 26 juillet 1990 au Costa Rica durant la 3e serie de pourparlers entre le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale, qui constitue le premier accord de fond conclu entre les parties, et engage lesdites parties a prendre les dispositions et les mesures necessaires pour concretiser cet accord;

5. **Approuve** sans reserve la mediation qu'exercent le Secretaire General et son representant personnel pour aider a un reglement politique negocie du conflit au Salvador;

6. **Engage** le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale a ne menager aucun effort pour conclure tous les accords politiques vises a Geneve et a Caracas, en prenant tout particulierement en consideration les propositions presentees par le Secretaire General afin d'accelerer le processus de negociation et d'instaurer le plus rapidement possible une paix juste et durable au Salvador;

7. **Se declare** vivement preoccupee par la persistance au Salvador des violations des Droits de l'Homme ayant des mobiles politiques- executions sommaires, tortures, enlevements, disparitions forcees- ainsi que par le climat d'intimidation dont certains secteurs de la population ont a souffrir;

8. **Constata** egalement avec une profonde preoccupation que les moyens du systeme judiciaire restent insuffisants, de sorte que les autorites competentes doivent hater l'adoption des reformes et mesures necessaires pour assurer l'efficacite de ce systeme;

9. **Deplore** a cet egard les irregularites, telles qu'elles ressortent du rapport du representant special, entachant l'instruction ouverte a la suite de l'assassinat, en 1989, du recteur et d'autres membres de l'Universite centramericaine, de meme que le manque de cooperation de certains secteurs de la force armee, ce qui a empeche de faire rapidement toute la lumiere sur l'affaire et de punir les auteurs d'un crime aussi abominable;

10. *Prie* de nouveau les organes et organismes competents des Nations Unies, conformement a la resolution 1990/77 du 7 mars 1990 de la Commission des Droits de l'Homme et a la resolution 44/165 de l'Assemblee en date du 15 decembre 1989, d'apporter au gouvernement salvadorien le concours et l'assistance qu'il peut etre amene a leur demander pour mieux assurer la promotion et la protection des Droits de l'Homme et des libertes fondamentales;

11. *Prie* la Commission des Droits de l'Homme d'examiner a sa 47e session la situation des Droits de l'Homme qu Salvador, en tenant compte de l'evolution de cette situation et des faits nouveaux lies a l'application de tous les accords conclus entre le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale, ainsi que des accords signes par les Presidents des pays d'Amerique centrale dans le cadre du processus de pacification de la region;

12. *Prie* le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale de poursuivre le dialogue et d'oeuvrer a des accords qui permettent d'instaurer une paix solide et durable, ainsi que de continuer de cooperer avec le representant special de la Commission des Droits de l'Homme;

13. *Decide* de maintenir a l'etude a sa 46e session la situation des Droits de l'Homme et des libertes fondamentales au Salvador afin de la reexaminer a la lumiere des elements qu'auront pu communiquer la Commission des Droits de l'Homme et le Conseil economique et social.
